



Rapport de gestion 2009

Rapport de gestion exercice 2009

(exercice clos le 31 décembre 2009)

Après avoir connu un léger déficit en 2008, les comptes de Sidaction reviennent à l'équilibre en 2009. Malgré les craintes liées au contexte de crise économique et à la multiplication des opérations de collecte menées par l'ensemble du secteur associatif, les fonds issus de la générosité du public progressent de plus de 1,6 millions d'euros, soit une augmentation de la collecte de plus de 9%. Compte tenu de la diminution des financements publics et des produits financiers, l'augmentation des recettes, tous produits confondus, est de 1 million d'euros, soit une progression de 5,4%.

Bien que les produits issus de la générosité du public représentent en 2009 près de 95 % des recettes de l'association, Sidaction a su maîtriser ses frais de collecte afin d'augmenter encore la part des ressources consacrée aux missions sociales qui s'établit à 13,8 millions d'euros, soit 70,7% des emplois de l'année. Les transferts financiers à destination de structures menant des actions de lutte contre le sida dans les domaines de la prévention, de l'aide aux malades, de la recherche et de l'amélioration de la qualité de vie et de la qualité des soins en France et dans les pays en développement et en transition s'élèvent à 10,82 millions d'euros, et progressent ainsi de 6,5%.

Dans tous les domaines où elle intervient, Sidaction poursuit également son travail d'accompagnement des structures financées, de renforcement des capacités des associations et de mise en réseau des différents acteurs de la lutte contre le sida. L'association a aussi intensifié cette année ses actions de plaidoyer, en France et à l'international, pour réclamer une augmentation des fonds consacrés à la lutte contre le sida dans un contexte de réduction des financements publics.

Enfin, la Cour des comptes a salué la bonne gestion de Sidaction ainsi que la rigueur et le professionnalisme de l'association dans un rapport rendu public en juin 2009, ce qui nous conforte dans les choix que nous avons fait et nous encourage à poursuivre le combat sur tous les fronts.

Collecte et fonctionnement

Les fonds collectés

Les ressources brutes collectées par Sidaction progressent fortement en 2009, puisqu'elles s'élèvent à 19,4 millions d'euros contre 18,1 millions d'euros l'an passé soit une hausse de plus de 7 %. Les dons, droits et autres produits

s'élèvent à 18,45 millions d'euros, soit une progression de plus de 1,6 millions d'euros. Le montant net collecté augmente quant à lui de 1,64 million d'euros, compte tenu de la maîtrise des frais de collecte. Le ratio de collecte (coût direct/recettes brutes collectées) s'établit à 20%, soit 3 points d'amélioration par rapport à l'année passée.

Le Sidaction 2009, en partenariat avec 14 médias, a permis de collecter 6,53 millions d'euros et représente toujours un tiers des ressources de l'association.

Le montant des legs encaissés augmente fortement en 2009 puisqu'il s'établit à 1,2 million d'euros. Notons qu'un seul dossier, non encore soldé, représente plus de la moitié du total. La part des recettes issues de la générosité du public et des partenariats avec les entreprises progresse puisqu'elle représente 95% des produits d'exploitation contre 93% les années précédentes.

Le marketing direct, tous supports confondus, reste la première source de collecte de Sidaction, avec 9,3 millions d'euros collectés en 2009, soit 48% des ressources. Si les opérations de marketing « classique », mailings et télémarketing, génèrent toujours la majorité des dons, leur part diminue légèrement au profit de la collecte web, qui enregistre une progression de 47%. Les recettes issues des opérations et partenariats nationaux et régionaux sont stables et s'établissent à 1,3 million d'euros dont 714 000 euros pour la 8^{ème} édition du Dîner de la Mode.

Les financements publics

Les financements publics sont toujours principalement destinés aux actions que Sidaction mène à l'international. Ils diminuent fortement en 2009, la subvention du ministère des Affaires Etrangères et Européennes pour le financement des programmes passant de 531 057 euros en 2008 à 325 934 euros, les conventions pluriannuelles de financement arrivant à leur terme pour une partie des programmes cofinancés. La Mairie de Paris poursuit son soutien au programme « Paris Sida Sud » à hauteur de 350 000 euros. Le ministère de la Santé et des Sports a contribué aux actions que Sidaction mène en France dans le cadre de ses missions Milieu carcéral et Départements Français d'Amérique à hauteur de 90 000 euros et le ministère de la Justice à hauteur de 30 000 euros pour la mission Milieu carcéral. Sidaction bénéficie également d'un financement du ministère de l'Education Nationale d'un montant de 45 513 euros pour le détachement d'un de ses agents.

Les produits financiers

Les produits financiers sont en forte diminution puisqu'ils passent de 337 921 euros en 2008 à 72 887 euros en 2009, bien que le montant de la trésorerie disponible en fin d'année s'élève à

10,5 millions d'euros, soit 500 000 euros de plus qu'au 31 décembre 2008. Cette baisse des produits financiers s'explique par l'opération de rachats d'une partie des sicav à l'automne 2008, effectuée pour anticiper les conséquences de la crise financière, qui a entraîné la réalisation d'une grande partie de plus values latentes l'an passé.

Les frais de fonctionnement

Les frais de fonctionnement progressent plus rapidement que les charges globales de l'association cette année puisqu'ils passent de 925 834 euros à 1 056 137 euros, soit une progression de 14%. Au-delà de la progression naturelle des charges diverses de fonctionnement (achats de fournitures, matériel, consommations de fluides) liée à la croissance de l'association et du nombre de ses salariés, deux éléments principaux expliquent cette augmentation, la création d'un poste dédié à la gestion de la paie et du personnel, et les frais juridiques liés au dépôt de la marque Sidaction à l'international. Ils restent cependant maîtrisés puisqu'ils représentent 5,5% des emplois de l'année contre 5% les deux années précédentes.

L'équipe salariée

Au 31 décembre 2009, Sidaction comptait 56 salariés contre 53 au 31 décembre 2008. Les charges salariales s'établissent à 3,128 millions d'euros soit une progression de 5%. Elles représentent 16% des charges d'exploitation de l'association.

L'affectation aux missions sociales

En 2009, Sidaction a consacré 13,8 millions d'euros aux missions sociales de l'association, soit 641 536 euros de plus que l'an passé, ce qui représente 70,7% des dépenses de l'année.

Les transferts financiers destinés au financement des programmes de prévention, d'aide aux malades et de recherche en France et dans les pays en développement s'élèvent à 10,82 millions d'euros, soit une progression de 6,5 %.

Ils représentent en 2009 55% des emplois de l'année.

Le financement de la recherche

Seule association française de lutte contre le Sida à financer la recherche, Sidaction a versé en 2009 3 566 156 millions d'euros pour le financement de programmes de recherche et le soutien à des conférences scientifiques, soit 685 236 euros de plus qu'en 2008, ce qui représente une progression de 24%.

Transferts financiers et soutien aux conférences

2 929 226 euros ont été versés au titre des engagements votés par le Conseil d'administration en 2006, 2007 et 2008, 554 820 euros au titre des nouveaux engagements 2009, et 82 110 euros pour l'organisation de l'Université des Jeunes Chercheurs et pour le soutien aux conférences Dormont et Aids Vaccine. L'essentiel des sommes consacrées à ces conférences scientifiques est destiné à financer la venue de chercheurs des pays du Sud. 24 jeunes chercheurs ont ainsi pu bénéficier de bourses de Sidaction pour participer à ces deux dernières conférences. Ces financements sont essentiels pour permettre les rencontres entre chercheurs du Nord et chercheurs du Sud, favoriser la multidisciplinarité, et soutenir les jeunes chercheurs qui s'engagent dans la recherche sur le VIH, en France ou dans les pays en développement.

Les demandes d'Aides aux équipes et de financement de Jeunes chercheurs

Le Comité Scientifique et Médical a expertisé 133 dossiers de demandes de financements, contre 166 en 2008, aussi bien dans le domaine de la recherche biomédicale que pour des recherches en sciences sociales. Après deux années de hausse du nombre des demandes, il convient de remarquer la diminution du nombre de dossiers déposés, aussi bien pour les Aides aux équipes que pour les financements Jeunes chercheurs, même s'il est trop tôt pour savoir si ce n'est que ponctuel ou s'il s'agit d'une tendance dont il faut s'inquiéter.

Le taux d'acceptation progresse pour les financements Jeunes chercheurs, puisqu'il passe de 60% en 2008 à 65% cette année. Sur les 43 demandes de financements Jeunes chercheurs acceptées, 28 ont été déposées par des chercheurs de niveau post doctorat, médecins ou pharmaciens.

En ce qui concerne les Aides aux équipes, le niveau de sélection est plus élevé puisque seuls 35% des projets déposés ont obtenu un financement contre 49% en 2008. Le montant moyen accordé progresse encore puisqu'il s'établit à 66 300 euros, contre 53 183 euros en 2008 et 49 668 euros en 2007. La grande majorité des Aides aux équipes est accordée pour une durée de 24 mois.

Les domaines de recherches financés.

La recherche biomédicale est toujours prédominante puisqu'elle représente 65% du nombre des projets financés.

Le nombre de dossiers de demandes de financement déposés pour des projets de recherche en sciences sociales diminue également cette année, mais 23 projets ont été acceptés par le Comité scientifique et médicale, avec un taux d'acceptation de 90% pour les demandes de financement émanant de Jeunes chercheurs en

sciences sociales, compte tenu de la qualité des dossiers.

Cette année encore, le financement de programmes de recherche se menant dans les pays en développement, et notamment en Afrique, est important, puisqu'il concerne 17 projets, pour un montant de 1,3 million d'euros.

Les engagements 2009

Le montant total des nouveaux engagements votés par le Conseil d'administration en 2009 est de 4 940 767 euros. Notons que sur cette somme, environ 350 000 euros sont consacrés à l'extension à 3 ans des financements de thèses, compte tenu de la nouvelle réglementation obligeant les futurs doctorants à avoir un financement de 3 ans pour pouvoir s'inscrire en thèse.

Qualité de vie et qualité des soins

L'appel à projets

En 2009, 262 831 euros ont été versés pour le financement de projets visant à améliorer la qualité de vie des personnes vivant avec le VIH, ainsi que la qualité des soins. Le Comité Qualité de vie et qualité des soins a expertisé 28 dossiers, pour un montant total demandé de 613 569 euros. 10 projets ont été déposés par des structures qui répondaient pour la première fois à cet appel d'offre. 3 des projets retenus prennent en compte la problématique de la santé sexuelle, mise en avant dans l'appel à projet 2009. Le montant des nouveaux engagements votés par le Conseil d'administration s'élève à 343 402 euros.

La MAS de Saint-Denis

La mission Qualité de vie et qualité des soins a travaillé à la finalisation du partenariat avec l'association SOS Habitat et soins pour le financement d'équipements non pris en charge par les financeurs publics dans le cadre de la construction de la Maison d'accueil spécialisée de Saint-Denis, qui accueillera des personnes souffrant de handicaps moteurs et neurocognitifs liés notamment au neurosida. Des opérations de collectes spécifiques ont été menées. Elles permettent le financement de divers équipements dont un bassin de balnéothérapie, un espace informatique pour les résidents, une salle d'art thérapie éveil multi sensoriel et une cuisine thérapeutique. L'ouverture de cette MAS est prévue au deuxième trimestre 2010.

Prévention et aide aux malades en France

Les transferts financiers

4 046 616 euros ont été versés aux associations menant des actions de prévention et d'aide aux malades en France métropolitaine, et dans les

départements français d'Amérique, certaines structures bénéficiant de financements sur 2 ans. 2 845 931 euros ont été versés dans le cadre de l'appel d'offre généraliste et du soutien aux associations partenaires, permettant le financement de 209 projets portés par 119 structures. 247 318 euros ont été versés dans le cadre de l'appel à projets « Départements Français d'Amérique », 311 250 pour l'appel à projets « Emploi », 302 086 euros pour les financements de projets liés à la mission « Prévention et soutien en milieu carcéral » et 202 903 pour l'appel à projet « Prévention gay ». 55 structures ont ainsi été financées dans le cadre de ces appels d'offres spécifiques. Enfin, 137 128 euros ont été versés dans le cadre des aides d'urgence et des financements exceptionnels, qui permettent de soutenir rapidement des associations faisant face à des difficultés de trésorerie, ou de financer des journées thématiques et des colloques.

L'accompagnement technique

L'accompagnement des structures financées reste une priorité pour Sidaction. L'accent a été mis cette année sur l'évaluation des actions menées par les associations. Une journée d'information et d'échange à destination des associations bénéficiant d'un financement Sidaction, a été organisée et des associations ont été accompagnées dans l'élaboration de leur projet d'évaluation interne. Les relations avec les services de l'Etat, au niveau central ou déconcentré, ont été renforcées afin de mieux sensibiliser ces services aux besoins des associations.

Les départements français d'Amérique

La mission DFA a diversifié ses relations avec les acteurs locaux afin de renforcer la sensibilisation de la société civile. Rappelons que les trois départements français d'Amérique (Guadeloupe, Guyane et Martinique) sont, avec les départements d'Île de France, les plus touchés par l'épidémie. Des missions dans les trois DFA ont par ailleurs été l'occasion pour Sidaction d'organiser des rencontres inter associatives et de participer à des échanges entre associations et services de l'Etat, pour renforcer les collaborations.

Les actions en Milieu carcéral

Des actions ont été menées dans les départements français d'Amérique, en lien avec la mission Milieu carcéral, afin de former les associations locales à l'intervention en prison. La mission Milieu carcéral a également organisé une journée nationale sur les programmes de mise à disposition de matériel stérile d'injection dans les établissements pénitentiaires. Les interventions de représentants de pays européens, d'instances comme l'OMS et de chercheurs ont permis de faire valoir la pertinence de tels programmes.

La mission Emploi

La mission Emploi a poursuivi la duplication des actions de théâtre forum en lien avec le Centre des jeunes dirigeants et le Théâtre de l'opprimé. En 2009, ces actions ont été conduites à Marseille et Paris et ont fait l'objet d'un nouveau film de sensibilisation « Les coulisses d'un secret ».

La Prévention jeunes

La mission Prévention jeunes s'est dotée d'un groupe expert pour contribuer à la réflexion sur les orientations de la mission et doter Sidaction d'un réseau de partenaires relais de ses actions dans ce domaine. Elle a également travaillé étroitement avec le service communication pour mettre en place des actions de sensibilisation lors de manifestations telles que le Salon de l'Education ou le Salon de la Jeunesse.

Actions dans les pays en développement et en transition

L'action de Sidaction à l'international prend plusieurs formes, le financement de projets, mais aussi le travail en partenariat avec les associations soutenues par Sidaction pour le développement ou la mise en place d'actions de lutte contre le sida, l'aide au renforcement des capacités des acteurs associatifs et le soutien à la mise en réseau, le développement et le financement d'actions de formation, le lobbying auprès des instances nationales et internationales pour défendre les spécificités de la lutte contre le sida et les fonds qui y sont consacrées et lutter contre la discrimination des personnes vivant avec le VIH et le soutien aux conférences internationales.

En 2009, 2 950 743 euros ont été versés aux associations locales menant des actions de lutte contre le sida en Afrique, Asie et Europe de l'Est.

L'appel d'offres international

Dans le cadre de l'appel d'offres international, qui permet la prise en charge globale et l'appui au fonctionnement des associations, Sidaction a versé 1 195 430 euros pour le soutien de 47 projets, incluant 12 000 euros pour des projets spécifiques Handicap et sida, qui s'inscrivent dans le cadre d'un partenariat établi avec l'ONG française Handicap International. Il est à noter que cette année, comme convenu avec le comité international en 2008 après décision du CA, le PAARV, programme d'accès accéléré aux antirétroviraux, a été transformé en une ligne « imprévus médicaux » intégrée directement dans les budgets présentés par les associations.

Populations exclues

Sidaction a également renforcé son soutien aux associations porteuses de projets en direction des populations exclues. 267 930 euros ont été versés en 2009, et 468 530 euros engagés dans le cadre de ce programme. L'augmentation significative des engagements correspond à la fois à l'inclusion de nouvelles associations avec lesquelles Sidaction a établi des liens en 2009 et au renforcement de partenariats existants. Ces projets sont à destination des usagers de drogue, des travailleurs du sexe, des homosexuels et des enfants des rues. Les actions englobent la réduction des risques, l'ajustement des messages de prévention, un travail de proximité auprès des populations et l'adaptation des soins dans une approche basée sur le non jugement et la promotion de l'accès universel aux soins et aux traitements.

Ethique dans la recherche

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet commun « Ethique dans la recherche » mené par Sidaction et l'ANRS, Sidaction a versé, en 2009, 102 225 euros. Elle a aussi contribué à la mise en place d'une coalition d'associations africaines partenaires dont le but est de défendre les droits et intérêts des participants aux recherches cliniques, en renforçant les capacités des associations et des communautés à dialoguer avec le monde de la recherche.

Financements exceptionnels

En ce qui concerne les financements exceptionnels, 40 000 euros ont été versés en 2009, et 173 041 euros engagés, pour financer des projets exceptionnels et d'urgence tels que des constructions de locaux ou la mise en place d'équipements de laboratoires. Les versements effectués en 2009 l'ont été majoritairement pour aider des associations et structures hospitalières burkinabé suite aux inondations du mois de septembre 2009 qui ont détruit la plupart des équipements.

Homosexuels en Afrique

Dans le cadre du projet MSM mené en consortium avec Aides avec le concours financier du ministère des Affaires Etrangères et Européennes, 13 projets ont été financés, pour un montant total versé de 114 032 euros, 190 347 euros ayant été engagés. L'ensemble de ces projets est destiné à accroître l'accès des hommes ayant des relations homosexuelles à des services de prévention, de dépistage et de prise en charge adaptés à leurs besoins, en Afrique francophone subsaharienne. Parallèlement à ces financements, Sidaction a coordonné et financé des stages entre associations africaines destinés à favoriser les échanges sur la question de l'accès des homosexuels à des services de prise en charge et de prévention de qualité, ainsi qu'une formation en Côte d'Ivoire autour de la gestion de projets.

Pédiatrie et VIH

Le projet Grandir, mené en consortium avec Initiatives Développement, Solensi et soutenu par le Ministère des Affaires étrangères et européennes a permis de financer 19 projets pédiatriques en Afrique de l'Ouest et Afrique Centrale. 351 361 euros ont ainsi été versés dans le cadre de cet appel à projets et 375 973 euros ont été engagés. Des formations ont également été organisées sur le terrain, comme au Mali en octobre avec pour thème l'accompagnement psychologique de l'enfant.

Paris Sida Sud

Avec le concours de la Mairie de Paris, partenaire du projet Paris Sida Sud, Sidaction a soutenu cette année six projets pour un montant total de 354 491 euros.

Formation dans les pays en développement

L'appel d'offres formation a permis de financer 32 projets de formation essentiellement destinés aux professionnels exerçant en milieu associatif pour un montant de 431 550 euros.

Pôle médicament

Le pôle médicaments vient en soutien technique aux différentes structures de lutte contre le sida dans les pays en développement. En 2009, il a poursuivi son appui aux pharmacies communautaires à travers l'organisation d'ateliers locaux au Togo et au Burkina Faso.

Missions d'appui technique

En parallèle à ces missions liées aux différents projets, des missions d'appui à la carte ont été effectuées dans différents pays comme la Russie, le Népal, la Thaïlande, le Zimbabwe, le Bénin, le Togo, le Burkina Faso, le Cameroun ou la Côte d'Ivoire. Elles sont indispensables pour assurer le suivi des programmes financés, évaluer les actions menées et renforcer les liens avec nos associations partenaires.

Soutien aux conférences

Sidaction a consacré, en 2009, 93 725 euros au financement de bourses de participants à la 5^{ème} conférence francophone sur le VIH-sida qui se déroulera à Casablanca du 28 au 31 mars 2010. Ce montant permet de financer la venue de 53 participants des pays du sud. Sidaction s'investit également dans la préparation de cette conférence en étant membre du comité d'organisation.

Le Sidaction Maroc

Le 19 décembre 2008, l'ALCS a organisé, avec le soutien de Sidaction, le Sidaction Maroc, destiné à

collecter des fonds pour les structures de lutte contre le sida marocaines. L'appui technique apporté par Sidaction s'est poursuivi en 2009, puisqu'il va au-delà de l'opération de collecte et concerne également les procédures de sélection des financements, de suivi des projets et de contrôle de l'utilisation des fonds.

Lobbying

Sidaction s'est aussi beaucoup investi dans le lobbying, aussi bien au niveau national qu'international, pour demander une augmentation de la contribution de la France au Fonds mondial, réclamer le développement d'une réelle coopération bilatérale de la France dans la lutte contre le sida, et lutter contre les attaques que subit actuellement la lutte internationale contre le sida accusée de prendre trop d'importance et de déstabiliser les système de santé des pays les plus pauvres. Rappelons que dans le monde 33 millions de personnes sont séropositives et que 22,5 millions d'entre elles vivent en Afrique

Les publications

Pour des raisons d'organisation interne, le pôle éditorial n'a produit que 4 numéros du magazine *Transversal* au lieu de 6 en 2009. Les 3 premiers numéros de l'année ont été publiés de janvier à juin au rythme habituel, puis un numéro spécial a été produit pour couvrir la période de septembre à décembre. Les thèmes abordés dans les dossiers de ces 4 numéros étaient : « Afrique : faire face aux réalités » suite à la 15^e conférence ICASA qui s'est tenue à Dakar (Sénégal) en décembre 2008, « Accès aux soins, les patients menacés » en France, « Soins sans hospitalisation : quelles solutions ? » et « Avoir 20 ans avec le VIH ». Ce dernier rencontre un franc succès depuis sa publication. Le tirage moyen est toujours de 10 000 exemplaires excepté pour le numéro du mois de mars publié au moment du Sidaction et distribué sur les plateaux téléphoniques, qui est tiré à 12 000 exemplaires. Un travail important a également été effectué pour préparer un guide media qui paraîtra en 2010.

Rigueur de la gestion et contrôles d'utilisation des fonds

Audits

Le suivi des financements accordés et le contrôle de l'utilisation des fonds a toujours été une priorité pour Sidaction, garante de la bonne utilisation des fonds collectés auprès du public. Au-delà du travail mené par les équipes de Sidaction, qui contrôlent sur pièces et lors des visites de terrain, l'utilisation des financements accordés, Sidaction a confié cette année encore, au cabinet Deloitte, le soin d'auditer 24 structures, laboratoires de recherche

ou associations ayant bénéficié de financements de la part de Sidaction ces dernières années. Notons que le résultat de ces audits est de plus en plus satisfaisant, le travail mené depuis plusieurs années amenant les structures financées à être de plus en plus rigoureuses dans la gestion des fonds et le respect des conventions de financement qui les lient à Sidaction.

Des audits ont également été menés cette année dans des structures que nous finançons dans les pays en développement, menés par des cabinets locaux pour limiter les frais. Ils permettent à encore de renforcer les capacités de gestion des associations et de contrôler l'utilisation des fonds. Une association contrôlée par Deloitte Cameroun a ainsi vu son financement conditionné à la mise en place de nouveaux outils de gestion.

Le contrôle de la Cour des comptes

La Cour des comptes a effectué en 2008 un contrôle des comptes d'emploi des ressources collectées auprès du public au cours des exercices 2001 à 2007, sous l'angle du suivi de ses précédentes recommandations, rapport rendu public en juin 2009. La Cour souligne que Sidaction s'est affirmé comme un acteur majeur de la lutte contre le VIH-sida et a nettement développé ses activités. Elle estime que la situation financière de Sidaction est solide au vu de son bilan. La Cour des comptes remarque que les décisions d'attribution des financements prises par le Conseil d'administration s'appuient sur les avis de comités d'experts indépendants et bénévoles, qui sont soumis à des règles déontologiques strictes en vue de garantir l'objectivité et l'indépendance des propositions de financement. La Cour souligne que les frais de fonctionnement et de structure sont bien contrôlés, et attire l'attention de Sidaction sur la croissance, en valeur absolue, des coûts directs d'appels à la générosité du public. Rappelons que Sidaction a dès 2007 mené une stratégie de réduction de ces coûts qui a porté ses fruits puisque le ratio de collecte s'établit à 20 % en 2009 contre 27% en 2007. La Cour des comptes remarque également que l'association connaît une progression importante des fonds mis en réserve. Mais elle souligne aussi que ces excédents sont enregistrés en fonds dédiés, ce qui permet une information claire des donateurs et garantit l'utilisation des excédents annuels dans le cadre des missions justifiant l'appel à la générosité publique. La Cour estime que les informations apportées aux donateurs sont détaillées et précises. Enfin, la Cour souligne que l'association s'est structurée et professionnalisée, et apporte une appréciation particulièrement positive sur les dispositifs mis en place pour suivre et contrôler l'utilisation des fonds alloués, ainsi que sur les procédures garantissant la restitution des fonds non utilisés.

Les perspectives 2010

En 2010, la progression attendue des recettes repose essentiellement sur les ressources issues du Fonds de dotation Pierre Bergé, et de la vente des biens immobiliers liés à un legs important affecté à la recherche. Le montant net des dons provenant des opérations de marketing direct devrait être stable. En effet, après deux années de travail de consolidation du marketing direct et de réductions des coûts, il est indispensable de recruter de nouveaux donateurs, ce qui passe par le développement d'opérations de prospection plus risquées et à rendement plus faible.

Dans le cadre de l'opération Sidaction 2010 qui s'est déroulée du 26 au 28 mars 2010, nous avons constaté une augmentation du don moyen ainsi qu'une diminution du nombre de dons, ce qui nous fait craindre un impact de la crise économique sur notre collecte annuelle. Il est cependant trop tôt pour en tirer des conclusions définitives, l'opération Sidaction touchant des donateurs occasionnels, alors que nos opérations de marketing direct de début d'année n'ont pas montré de désaffection de la part de nos donateurs réguliers.

La progression des ressources attendue issues des autres modes de collecte devrait cependant nous permettre de consacrer 1,5 million d'euros de plus à nos missions sociales. Elle permettra d'intensifier notre action dans des domaines prioritaires dans lesquels nous intervenons déjà, et de répondre à de nouveaux besoins.

La mission Prévention gay va être renforcée avec une augmentation de la ligne budgétaire destinée au financement de projets, et la création d'un poste de chargé de mission. La ligne Formation dans les pays en développement va également être augmentée pour permettre de mieux répondre aux besoins identifiés sur le terrain.

Un nouvel appel à projet va être lancé aussi bien pour les structures de lutte contre le sida des pays en développement, que pour les associations françaises et les structures de recherche. Il permettra de financer des investissements indispensables à leurs actions, qui, compte tenu de leur montant, ne peuvent être pris en charge dans le cadre des appels d'offres classiques. Enfin, une enveloppe sera réservée au financement de projets de recherche innovants. Notons que le financement issu du Fonds Pierre Bergé portant sur 5 ans, tous ces projets pourront être soutenus dans la durée.

Les actions de plaidoyer en France et à l'international seront encore intensifiées. Ces actions sont d'autant plus indispensables qu'en plus d'une situation préoccupante au niveau mondial, la mise en place des Agences Régionales de Santé menace fortement les subventions dont bénéficient les associations menant des actions de lutte contre le sida en France. La réorganisation de

la recherche en France, axée sur la mise en place de grands pôles thématiques, va elle aussi à l'encontre du mode de développement qu'a connue la recherche sur le sida, faisant craindre là encore une désaffection des pouvoirs publics.

Le développement de Sidaction à l'international sera également renforcé en 2010, avec un travail de pré configuration de ce que pourrait être une antenne Sidaction au Burkina Faso. 2010 sera aussi l'année d'un nouveau Sidaction Maroc, que nous avons déjà commencé à préparer avec l'équipe de l'ALCS.

Toutes ces actions seront menées dans le respect des grands principes qui ont toujours animé Sidaction et fait sa force, la priorité aux malades, la défense des populations exclues des actions de prévention et des soins, le travail en réseau, le professionnalisme et la rigueur, l'évaluation des actions menées et la transparence envers les donateurs qui nous font confiance et nous permettent d'avancer .